RCS : MELUN
Code greffe : 7702

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MELUN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 01468
Numéro SIREN : 811 609 916
Nom ou dénomination : WAYS

Ce dépôt a été enregistré le 09/11/2021 sous le numéro de dépôt 10088

DocuSign Envelope ID: 93921E56-3755-46EB-BCC8-ACC014CBED8A

WAYS
SAS au capital de 72.540 euros
Siège social : 6 rue du Puits Bardin
77920 Samois-sur-Seine
RCS Paris n° 811 609 916

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU COMITE DE DIRECTION DU 26 OCTOBRE 2021

Le 26 octobre 2021, le Comité de Direction s'est réuni, au siège social de la société, sur convocation de son Président.

Sont présents :

- Monsieur Yann RAOULT
- Monsieur Sébastien HAMON
- Monsieur Ari AKOUVI
- Monsieur Guillaume CARMASSI

Le secrétariat de la séance est assuré par Monsieur Sébastien HAMON.

Puis, le Président rappelle que le Comité de Direction est appelé à délibérer sur les questions figurant à l'ordre du jour :

- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription décidée par décision de l'Assemblée générale du 21 octobre 2021.

REALISATION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

Le Président rappelle au Comité de Direction que :

- Par décision en date du 21 Octobre 2021, l'assemblée générale extraordinaire des associés a décidé une augmentation de capital en numéraire par l'émission de 1.372 actions ordinaires d'une valeur de 255 euros chacune, soit 10 euros de valeur nominale et 245 euros de prime d'émission soit un montant total de 349.860 euros se décomposant en 13.720 euros de valeur nominale et en 336.140 euros de prime d'émission.

  La prime d'émission de 336.140 euros sera inscrite sur un compte spécial de réserves « prime d'émission », sur lequel porteront les droits de tous les associés dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

- Par la même décision, l'assemblée générale extraordinaire a décidé de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés et de réserver la souscription des 1.372 actions nouvelles à la société DESTAMPES EMBALLAGES.

DS GC DS ND DS DS YR DS SH

DocuSign Envelope ID: 93921E56-3755-46EB-BCC8-ACC014CBED8A

Les souscriptions des actions nouvelles devaient être reçues au siège social, pouvaient être réalisées à compter de la date de décision de l'assemblée générale extraordinaire et jusqu'au 31 octobre 2021 inclus, terme de la période de souscription, et devaient être constatées par la remise de bulletins de souscription qui devaient être retournés à la société avant l'expiration du délai ci-dessus fixé,

Les actions nouvelles sont soumises à toutes les dispositions statutaires, sont assimilées aux actions anciennes et jouissent des mêmes droits.

La libération des actions nouvelles souscrites devait intervenir immédiatement à concurrence de 100 % du montant du nominal.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions devaient être déposés au crédit d'un compte ouvert dans les livres de l'établissement bancaire choisi par la société savoir la banque CIC Entreprises MELUN.

- L'Assemblée Générale a donné tous pouvoirs au Comité de Direction pour procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital, recueillir les souscriptions et les versements, constater les libérations par compensation et prendre toutes mesures pour parvenir à la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

Puis le Président indique aux membres du Comité de Direction que les 1.372 actions nouvelles composant l'augmentation de capital ont été intégralement souscrites et libérées des versements exigibles en conformité des conditions de l'émission.

Les 1.372 actions ont été intégralement souscrites et libérées par la société DESTAMPES EMBALLAGE, immatriculée au RCS d'Angoulême sous le numéro 320 330 061 et dont le siège social est situé 1, route d'Angoulême16150 Estagnac conformément au bulletin de souscription en date du 21 octobre 2021.

Il précise que :

- Les souscriptions ont été libérées en numéraire et les fonds ont été déposés à la Banque CIC Entreprise MELUN, laquelle a délivré le 26 octobre 2021 le Certificat du dépositaire prévu par la loi.

En conséquence, le Président propose au Comité de Direction de constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital et la modification corrélative des statuts.

Après en avoir délibéré, le Comité de Direction adopte les décisions suivantes :

- Le Comité de Direction au vu des pièces et documents présentés, constate la réalisation définitive à la date du 26 octobre 2021 de l'augmentation de capital de 349.860 euros décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 21 octobre 2021.

- Le Comité de Direction décide, en conséquence, la refonte des statuts et notamment la modification de l'article « Capital social » qui sera désormais rédigé comme suit :

  « ***ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL***

  Le capital social est fixé à la somme de 72.540 euros (soixante-douze mille cinq cent quarante euros).
  Il est divisé en 7.254 actions ordinaires de 10 euros chacune de valeur nominale intégralement souscrites et libérées.
  Toutes les actions sont de même catégorie ».

DS DS DS DS DS

DocuSign Envelope ID: 93921E56-3755-46EB-BCC8-ACC014CBED8A

Le Conseil de Direction constate par ailleurs la réalisation définitive de l'ensemble des autres modifications statutaires décidées par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés en date du 21 octobre 2022.

Monsieur Yann ROULT
Président
"Nom du Président "

DocuSigned by:
Yann Raoult
BDF3BDF37E46471...

Monsieur Guillaume CARMASSI

DocuSigned by:
Guillaume CARMASSI
263BF3AEF800450...

Monsieur Sébastien HAMON

DocuSigned by:
Sebastien HAMON
CBEE765FCE8C4F4...

Monsieur Ari AKOUVI

DocuSigned by:
FE278EC60A0D4A5...

Pour la société DESTAMPES EMBALLAGES
Monsieur Nicolas DESTAMPES

DocuSigned by:
3A55C13947B34B4...

DS GL

DS ND

DS YR

DS SH

DocuSign Envelope ID: D88B2CFD-CBD4-4B3B-92A6-7D2A380A8435

WAYS
SAS au capital de 58.820 euros
Siège social : 6 rue du Puits Bardin
77920 Samois-sur-Seine
RCS Paris n° 811 609 916

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 21 OCTOBRE 2021

Le 21 octobre 2021 à 10 heures, les associés de la société WAYS se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège de la Société.

Chaque associé a été convoqué par lettre remise en mains propre le 1er octobre 2021.

Monsieur Yann RAOULT préside la séance en sa qualité de Président de la Société.

Monsieur Sébastien HAMON et Monsieur Guillaume CARMASSI, présents et acceptant, sont appelés comme scrutateurs.

Le secrétariat de l'assemblée est assuré par Monsieur Sébastien HAMON.

Les associés présents ou représentés possèdent 5.882 actions sur les 5.882 actions composant le capital social. En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur toutes questions figurant à son ordre du jour.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- Les copies des lettres de convocation adressées aux associés ;
- Le rapport du Conseil de Direction ;
- Le rapport du Commissaire ad hoc (L 225-138 du Code de commerce) ;
- Le texte des projets de résolutions proposées par le Président à l'assemblée ;
- Les statuts actuels et le projet de statuts modifiés de la Société.

Puis le Président déclare que son rapport, le texte des projets de résolutions proposées, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée et que la Société a fait droit aux demandes de documents qui lui ont été adressées.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport du Conseil de Direction ;

- Lecture du rapport du commissaire aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription des associés aux 1.372 actions dont l'émission est proposée,

- Augmentation de capital en numéraire d'un montant de 13.720 € pour le porter de 58.820 € à 72.540 € par émission de 1.372 actions ordinaires de 10 € de valeur nominale, émises au prix unitaire de 255 € soit avec une prime d'émission unitaire de 245 €,

- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de bénéficiaires désignés,

DS N DS GL DS SH

DocuSign Envelope ID: D88B2CFD-CBD4-4B3B-92A6-7D2A380A8435

- Agrément du nouvel associé,

- Délégation de pouvoirs à donner au Conseil de Direction,

- Refonte des statuts sous conditions suspensives,

- Nomination de la société DESTAMPES EMBALLAGES au Comité de Direction,

- Pouvoirs à donner.

Le Président donne lecture du rapport du Conseil de Direction et de l'exposé des motifs des projets de résolutions présentés.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION - AUGMENTATION DE CAPITAL D'UN MONTANT TOTAL DE 349.860 EUROS

L'assemblée générale des associés, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil de Direction et constatant que le capital social est intégralement libéré,

Décide, sous réserve de l'adoption de la résolution ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription, de procéder une augmentation du capital de 349.860 euros se décomposant en 13.720 euros de valeur nominale et en 336.140 euros de prime d'émission (l'« **Augmentation de Capital** »), par voie d'émission de 1.372 actions ordinaires d'une valeur de 255 euros chacune, soit 10 euros de valeur nominale et 245 euros de prime d'émission.

Décide que la prime d'émission de 336.140 euros sera inscrite sur un compte spécial de réserves « prime d'émission », sur lequel porteront les droits de tous les associés dans les conditions prévues par la loi et les statuts,

Les souscriptions des actions nouvelles seront reçues au siège social, pourront être réalisées à compter de ce jour et jusqu'au 31 octobre 2021 inclus, terme de la période de souscription, et seront constatées par la remise de bulletins de souscription qui devront être retournés à la société avant l'expiration du délai ci-dessus fixé,

Les actions nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits.

La libération des actions nouvelles souscrites devra intervenir immédiatement à concurrence de 100 % du montant du nominal.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés au crédit d'un compte ouvert dans les livres de l'établissement bancaire pressenti par la société savoir la banque CIC Entreprise MELUN.

L'augmentation de capital ne sera pas réalisée si les souscriptions reçues n'atteignent pas la totalité de l'augmentation prévue.

Confère tous pouvoirs au Conseil de Direction à l'effet de :

- Recueillir le bon de souscription des actions nouvelles émises et les versements correspondants (pour les libérations en numéraires),
- Constater le cas échéant toute libération,
- Obtenir le certificat bancaire attestant de la libération des souscriptions,

DS N DS GL DS SH

DocuSign Envelope ID: D88B2CFD-CBD4-4B3B-92A6-7D2A380A8435

- Constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital social ci-dessus décidée, et modifier les statuts en conséquence,
- Modifier éventuellement les dates d'ouverture et de clôture de la souscription et notamment clôturer celle-ci par anticipation en cas de souscription de la totalité des actions émises,
- Procéder au retrait des fonds après la réalisation de l'augmentation de capital
- Modifier les articles des statuts relatifs aux apports et au capital social,
- Et plus généralement prendre toutes mesures utiles, signer tous actes et accomplir, directement ou par tout mandataire toutes démarches qu'il appartiendra en vue de la réalisation de ladite augmentation de capital et des formalités en découlant.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION - SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION DES ASSOCIES PREVU PAR LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.225-138 DU CODE DE COMMERCE

L'assemblée générale des associés, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil de Direction et le rapport du commissaire ad hoc, en conséquence de l'adoption de la première résolution ci-dessus,

Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés réservé par l'article L.225-138 du Code de commerce au profit du bénéficiaire suivant :

	Nombre d'Actions	Montant de la souscription (euros)
DESTAMPES EMBALLAGES RCS Angoulême – 320 330 061 1, route d'Angoulême 16150 Estagnac	1.372	349.860
TOTAL	**1.372**	**349.860**

L'assemblée générale des associés agréé expressément en conséquence, conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts, en qualité de nouvel associé de la société :

- DESTAMPES EMBALLAGES société par actions simplifiée au capital de 591.948 €, dont le siège est situé 1 route d'Angoulême – 16150 ETAGNAC, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de ANGOULEME sous le numéro SIREN 320 330 061, représentée par son Directeur Général, M. Nicolas DESTAMPES

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION - MODIFICATION DES STATUTS

L'assemblée générale des associés adopte les statuts refondus, article par article puis dans leur globalité dont l'entrée en vigueur demeure suspendue à la réalisation définitive de l'augmentation de capital objet de la première et deuxième résolution et donne tous pouvoirs au Conseil de Direction de la société afin de constater leur adoption définitive et toutes formalités de dépôt et de publicité.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DS N DS GL DS SH

DocuSign Envelope ID: D88B2CFD-CBD4-4B3B-92A6-7D2A380A8435

Conformément aux dispositions de l'article 17 des statuts, l'assemblée générale des associés décide de nommer en qualité de membre du Comité de Direction :

- **La société DESTAMPES EMBALLAGE**, immatriculée au RCS d'Angoulême sous le numéro 320 330 061 et dont le siège social est situé 1, route d'Angoulême16150 Estagnac laquelle a déclaré accepté ce mandat et désigne Monsieur Nicolas DESTAMPES pour la représenter.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION - DELEGATION DE POUVOIR POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES

L'assemblée générale des associés, délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Pour la société NAYARI
Monsieur Yann RAOULT
Président

DocuSigned by:
NAYARI
BDF3BDF37E46471...

Monsieur Sébastien HAMON

DocuSigned by:
Sebastien HAMON
CBEE765FCE8C4F4...

Monsieur Guillaume CARMASSI

DocuSigned by:
Guillaume CARMASSI
263BF3AEF800450...

DS N

DS SH

CIC ENTREPRISE MELUN
19 RUE CARNOT 77008 MELUN CEDEX
☎ 01 64 87 53 80 FAX 01 64 39 70 93 ✉ 33880@cic.fr BIC : CMCIFRPP

Augmentation de capital de S.A.S.

Certificat de souscription et de versement délivré par la banque

La banque ci-après :

BANQUE CIC EST CIC ENTREPRISE MELUN 19 RUE CARNOT 77008 MELUN CEDEX certifie par la présente,

que dans le cadre de l'augmentation de capital de la société WAYS , une somme globale de 349 860 € (trois cent quarante neuf mille huit cent soixante euros), représentant 100 % des apports en numéraire, correspondant à un nominal de 13 720 € et à une prime d'émission de 336 140 €, a été versée en compte spécial :

30087 33880 00020097098 48

ouvert au nom de la société : WAYS
ayant pour siège : 6 RUE DU PUITS BARDIN 77920 SAMOIS SUR SEINE

à l'appui des souscriptions à l'augmentation du capital actuellement égal à 58 820 €.

Le présent certificat est établi pour servir et faire valoir ce que de droit.

Le 26 octobre 2021

Virginie BISET
Chargée d'Affaires Entreprises
virginie.biset@cic.fr

CIC Est
Agence Entreprises
19 rue Carnot
77000 MELUN

JST15

Banque CIC Est (CIC Est) - Banque régie par les articles L.511-1 et suivants du Code Monétaire et Financier - SA au capital de 225 000 000 € - 31, rue Jean Wenger-Valentin 67000 Strasbourg
Adresse postale : 67958 Strasbourg cedex 9 - tél 03 88 37 61 23 - swift CMCIFRPP - www.cic.fr - 754 800 712 RCS Strasbourg - TVA intracommunautaire : FR04754800712
Médiateur de la consommation du CIC : 63 chemin Antoine Pardon 69160 Tassin la demi lune - www.lemediateur-cic.fr
Pour les opérations effectuées en sa qualité d'intermédiaire en opérations d'assurance : ORIAS 07 026 287 (www.orias.fr)
Pour toute demande sur la bonne exécution du contrat ou réclamation d'un consommateur : 09 69 32 06 06 (appel non surtaxé)

Associés

Pascal BEJON
Pierre JARROSSAY
Florian PERENCHIO
François SEGUIN
Sébastien TREPS

Charles-Alexandre GIAUX
David HUMBERT
Régis LACROIX
Adrien RÉGIS
Nicolas TOTAL

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
Inscrite au tableau de l'Ordre de Paris / Ile-De-France

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Membre indépendant des groupements

Membre
alliance eurus

BKR

Membre indépendant de l'association technique

SOCIETE WAYS SAS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'AUGMENTATION DE CAPITAL AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

Assemblée Générale Extraordinaire du 15 octobre 2021 - résolution n°2

SOCIETE ***FRANCILIENNE DE CONSEIL***

8 rue d'Athènes
75009 Paris
Tel. 01 53 32 29 00
Fax 01 53 32 29 09

43 rue de l'Université
93160 Noisy-Le-Grand
Tel. 01 43 03 37 02
Fax 01 43 03 42 52

info@groupesfc.fr

RCS PARIS 331 191 825 - N° de TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR 25 331 191 825 - SAS au capital de 728 000 €

Associés

Pascal BEJON
Pierre JARROSSAY
Florian PERENCHIO
François SEGUIN
Aymen TOUHAMI
Sébastien TREPS

Charles-Alexandre GIAUX
David HUMBERT
Régis LACROIX
Adrien REGIS
Nicolas TOTAL

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
Inscrite au tableau de l'Ordre de Paris / Ile-De France

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Membre indépendant des groupements

Membre

Membre indépendant de l'association Technique

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'AUGMENTATION DE CAPITAL AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION AVEC DELEGATION A L'ORGANE COMPETENT

Assemblée Générale Extraordinaire du 15 octobre 2021

résolution n°2

Aux Associés,

En notre qualité de commissaire aux comptes ad hoc de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation du capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription de 350 000 euros, réservée à la société DESTAMPES EMBALLAGE, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation du capital social donnera lieu à l'émission de 1 372 actions, d'une valeur nominale de 10 euros assortie d'une prime d'émission de 336 300 euros.

Votre Président vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer le pouvoir de fixer les modalités de cette opération et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires à émettre.

L'opération s'inscrit dans le cadre d'une augmentation de votre capital social en numéraire d'un montant de 350.000 euros, à l'effet de renforcer les capacités financières de la société WAYS.

Cette augmentation de capital serait réalisée par l'émission de 1.372 actions ordinaires d'une valeur d'environ 255 euros chacune, soit 10 euros de valeur nominale et environ 245 euros de prime d'émission soit un montant total de 350.000 euros se décomposant en 13.700 euros de valeur nominale et en 336.300 de prime d'émission.

Associés

Pascal BEJON
Pierre JARROSSAY
Florian PERENCHIO
François SEGUIN
Sébastien TREPS

Charles-Alexandre GIAUX
David HUMBERT
Régis LACROIX
Adrien REGIS
Nicolas TOTAL

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
Inscrite au tableau de l'Ordre de Paris Ile-De-France

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Membre indépendant des groupements

B K R

Membre indépendant de l'association technique

La prime d'émission de 336.300 euros sera inscrite sur un compte spécial de réserves « prime d'émission », sur lequel porteront les droits de tous les associés dans les conditions prévues par la loi et les statuts,

Cette émission serait réservée à la société DESTAMPES EMBALLAGE.

Il appartient au Président d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce.

Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont notamment consisté à vérifier :

- les informations fournies dans le rapport du Président sur les motifs de la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur la justification du choix des éléments de calcul du prix d'émission et sur son montant ;

- la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes annuels arrêtés par Président.

  Ces comptes ont fait l'objet d'un audit par nos soins selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes et données dans le rapport du Président ;
- le choix des éléments de calcul du prix d'émission et son montant ;
- la présentation de l'incidence de l'émission sur la situation des titulaires de titres de capital, appréciée par rapport aux capitaux propres ;
- la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Paris,

Le 01 octobre 2021

SOCIETE FRANCILIENNE
DE CONSEIL
8 rue d'Athènes – 75009 Paris
Tél : 01 53 32 29 00 - Fax : 01 53 32 29 09
RCS Paris : 331 191 825 - SAS au capital de 725 000 €
www.groupesfc.fr
Membre de l'alliance eurus
MEMBRE INDEPENDANT BKR
ET DE L'ASSOCIATION TECHNIQUE AGI

WAYS
SAS au capital de 72.540 euros
Siège social : 6 rue du Puits Bardin
77920 Samois-sur-Seine
RCS Paris n° 811 609 916

MIS A JOUR SUITE AUX DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 21 OCTOBRE 2021

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs sur proposition de plus du Conseil.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet de :

- développer et protéger toutes marques, brevets et process industriels destinés à structurer la filière bois d'œuvre autour des plus hauts standards de qualité d'un bois sec et/ ou quasi sec ;

- développer et protéger toute forme de produits dérivés de toutes marques et brevets dans le secteur du bois en vue de leur commercialisation ;

- créer ou développer en vue de leur commercialisation toute autre marque relative à la filière forestière sous forme de licence, sans licence, concession, ou franchises ;

- prendre des participations dans des Sociétés Commerciales ou des projets industriels en lien avec la filière forestière ;

- acquérir tous droits et brevets relatifs au développement de la filière forestière ;

- assurer toute prestation de recherche et développement dans le secteur du bois.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : WAYS

Son sigle est : WAYS

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : 6 rue du Puits Bardin – 77920 SAMOIS SUR SEINE

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés ou par décision du Conseil qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années (quatre-vingt-dix-neuf années) à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 – APPORTS INITIAUX

- Apports en numéraire :

Une somme en numéraire de 3.000 euros (trois mille euros), correspondant à 300 actions de numéraire, d'une valeur nominale de dix euros chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 15 décembre 2014 par la banque CIC dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

La somme totale versée par les associés, soit 3.000 euros (trois mille euros), a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

- Total des apports initiaux

Les apports en numéraire s'élèvent à 3.000 euros (trois mille euros).

- Augmentation de capital

A la date du 21 octobre 2021, le capital social s'élevait 58.820 euros. Par décision en date du 21 octobre 2021, l'assemblée générale de la société a décidé d'augmenter le capital de 13.720 euros pour le porter à 72.540 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 72.540 euros (soixante douze mille cinq cent quarante euros).

Il est divisé en 7.254 actions ordinaires de 10 euros chacune intégralement souscrites et libérées.

Toutes les actions sont de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du conseil, une augmentation de capital immédiate ou à terme.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au conseil le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit préférentiel à la souscription de ces actions est réservé, dans les conditions légales, aux propriétaires des actions existantes. Toutefois, par dérogation expresse à l'article L. 228-11, alinéa 5 du Code de Commerce, les actions de préférence sans droit de vote auxquelles est attaché un droit limité de participation aux dividendes, aux réserves ou au partage du patrimoine en cas de liquidation conserveront leur droit préférentiel de souscription.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le conseil, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel,

proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, les actions gratuitement attribuées aux titulaires d'actions de préférence seront elles-mêmes des actions de préférence assorties des mêmes droits privilégiés.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires à la majorité renforcée et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés.

Les associés peuvent déléguer au conseil tous pouvoirs pour la réaliser.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de Commerce.

Les actions de préférence seront toutes amorties en totalité avant l'amortissement des actions ordinaires.

IV - En cas de modification ou d'amortissement du capital, l'Assemblée Générale Extraordinaire détermine les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la totalité de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil, dans le délai de trois ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de trois ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code Civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Le nantissement comme la mise en garantie des actions détenues par l’un quelconque des associés est soumise à l’accord préalable de l’assemblée des associés

ARTICLE 12 - AGREMENT

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers ou au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert.

Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à la majorité renforcée des voix des associés disposant du droit de vote.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée.

A défaut de notification dans les deux mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de 3 mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelé.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

Les cessions d'actions de préférence sont libres et ne sont pas soumises à la procédure d'agrément prévue ci-dessus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.
La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 14 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux consultations collectives.

ARTICLE 15 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

- **Désignation**

Le premier Président de la Société sera désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés prise à la majorité renforcée.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Les fonctions de Président seront assurées alternativement par une personne physique ou morale désignée par chacun des associés.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

- **Durée des fonctions**

La durée du mandat du Président est fixée à 5 ans prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de 80 ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation ad nutum, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires ou perte des droits civiques ou incapacité juridique.

Le Président peut démissionner de son mandat.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

- **Révocation**

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 50 % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité renforcée.

Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- exclusion du Président associé.

- **Rémunération**

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

- **Pouvoirs du Président**

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers sache que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 16 - DIRECTEUR GENERAL

- **Désignation**

Le Président peut donner mandat à une personne physique ou à une personne morale de l'assister en qualité de Directeur Général.

Sur la proposition du Président, la collectivité des associés peut nommer à la majorité renforcée un Directeur Général, personne physique ou morale.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique ne peut être lié à la Société par un contrat de travail.

La personne désignée comme Directeur Général devra avoir une expérience de gestion et d'administration d'au moins trois années dans le domaine précis de l'activité de la Société.

- **Durée des fonctions**

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 60 ans. Si le Directeur Général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit lors de la décision du Président qui nommera un nouveau Directeur Général en remplacement du Directeur Général démissionnaire.

- **Révocation**

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de la collectivité des associés sur proposition du Président, prise à la majorité renforcée. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé.

- **Rémunération**

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

- **Pouvoirs du Directeur Général**

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

ARTICLE 17 - MEMBRES DU CONSEIL DE DIRECTION

La Société est dirigée et administrée par un organe collégial de direction, le Conseil, dont le Président assure la présidence de la Société.

- **Composition**

Les associés fondateurs ou toute personne cooptée à l'unanimité des associés

- **Désignation**

Les premiers membres du conseil sont désignés aux termes des présents statuts.

Au cours de la vie sociale, ils sont nommés ou renouvelés par une décision collective des associés prise à la majorité renforcée.

- **Durée des fonctions**

La durée des fonctions des membres du conseil est de 5 ans.

Les membres du conseil sont rééligibles.

- **Révocation**

Les membres du conseil peuvent être révoqués à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation.

La décision de révocation est prise à la majorité renforcée.

ARTICLE 18 - DELIBERATIONS DU CONSEIL DE DIRECTION

Les membres du conseil sont convoqués aux réunions par le Président.

La convocation est effectuée par tous moyens, même verbalement, au moins 7 jours calendaires (sept jours) à l'avance, sauf en cas d'urgence ou si tous les membres renoncent à ce délai.

Les réunions se tiennent au siège social ou en tout lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, les membres du conseil peuvent participer à la réunion par tout moyen de communication approprié sans que leur présence physique ne soit obligatoire.

Les réunions sont présidées par le Président. En son absence, le conseil désigne la personne appelée à présider la réunion.

Les membres du conseil sont convoqués aux réunions par le Président

Tout membre du conseil peut donner une procuration à un autre membre aux fins de le représenter, chaque membre du conseil pouvant détenir plusieurs procurations.

En cas de partage des voix, la voix du Président n'est pas prépondérante.

Les décisions du conseil sont constatées dans des procès-verbaux signés par le Président et au moins un autre membre.

Les procès-verbaux sont consignés dans un registre coté, paraphé par le Président et conservé au siège social.

ARTICLE 19 - POUVOIRS DU CONSEIL

Le conseil dirige la Société mais seuls le Président et le Directeur Général représentent la Société à l'égard des tiers.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions réglementées ;
- nomination des Commissaires aux Comptes ;
- augmentation, amortissement et réduction du capital social ;
- transformation de la Société ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif ;
- dissolution et liquidation de la Société ;
- agrément des cessions d'actions ;
- inaliénabilité des actions ;
- suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions ;
- augmentation des engagements des associés ;
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants ;
- nomination, révocation et rémunération du Président ;
- nomination, révocation et rémunération des membres du conseil de direction ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- autorisation des décisions du conseil.

ARTICLE 21 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises, au choix du conseil en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé.

Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au troisième jour précédant la décision collective à zéro heure, heure de Paris.

Il ne sera pas tenu compte d'un transfert de propriété de titres intervenant pendant ce délai de trois jours ouvrés.

Toutefois, la Société prendra en considération les transferts de propriété de titres intervenant pendant ce délai de trois jours s'ils lui sont notifiés au plus tard la veille de la décision collective, à quinze heures, heure de Paris.

ARTICLE 22 - ASSEMBLEE GENERALE

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite 7 jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 10 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite.

Ces demandes doivent être reçues au siège social 30 jours calendaires au moins avant la date de la réunion.

Le Conseil accuse réception de ces demandes dans les 15 jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour.

Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire.

Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

ARTICLE 23 - REGLES DE MAJORITE

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

1. Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce notamment celles relatives à l'agrément des cessionnaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital,

- augmentation de l'engagement des associés,

- changement de la nationalité de la société.

2. Sont notamment prises à la majorité renforcée de 85% des associés présents ou représentés les décisions suivantes:

(i) Modification de l'orientation stratégique de la Société ;
(ii) Examen des comptes annuels et, le cas échéant, consolidés et approbation du rapport de gestion préparé par le Président ;
(iii) La modification des méthodes comptables ;
(iv) Toute décision représentant un investissement, engagement, coût, responsabilité même potentielle (en ce compris toute décision concernant un éventuel litige), cession ou désinvestissement (y compris d'actifs) dont le montant est supérieur à 100.000 euros ainsi que tout transfert représentant plus de 10 % des actifs et tout

transfert d'actifs essentiels;

(v) Création, transformation, acquisition, cession ou liquidation de succursales, filiales, bureaux ou autres établissements distincts (en ce compris tout prêt, apport en fiducie, démembrement des actions, droits de vote ou titres de filiales) ;

(vi) Toute décision de prise de participation, adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société ;

(vii) Conclusion et octroi de tout prêt dont le montant est supérieur à 50.000 euros HT, avance, caution, aval ou garantie consenti par la Société et conclusion par la Société de tout emprunt ou contrat de financement ainsi que la modification de leurs termes et conditions ;

(viii) Toute proposition de distribution de dividendes, d'acompte sur dividendes ou autres distributions assimilées;

(ix) Tout appel de fonds en compte courant d'associé ;

(x) Toute décision de recrutement, rupture ou modification du contrat de travail de toute personne dont le salaire brut annuel serait supérieur à 50.000 euros ;

(xi) Toute modification de la localisation géographique des activités de la Société en dehors du territoire national ;

(xii) Toute émission de valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital ou des droits de vote de la Société, et notamment tout plan d'intéressement des salariés, l'approbation du règlement de ce plan et l'attribution de ces options ou bons à leurs bénéficiaires;

(xiii) Décision de confier tout mandat ou mission en vue de la levée de fonds, de la cession de la Société et/ou de l'admission des titres de la Société à la cotation sur un marché réglementé ou une bourse de valeurs ;

(xiv) Toute décision de la Société susceptible de conduire à un cas de défaut au titre des financements ;

(xv) Toute conclusion, modification et/ou résiliation par la Société de toute convention, directement ou indirectement, avec un Associé, un mandataire social et/ou tout autre dirigeant de la Société (en ce compris toute convention réglementée visée à l'article L.227-10 du Code de commerce) ;

(xvi) Cession ou concession de droit de propriété intellectuelle par la Société, ou le cas échéant, par ses filiales, hors les concessions de licence délivrées dans le cadre de l'activité de la Société ou le cas échéant, de ses filiales,

(xvii) Toute proposition de modification des Statuts de la Société, ou le cas échéant, de ses Filiales.

3. Les décisions ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.

4. Les décisions spéciales sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions ayant le droit de vote.

ARTICLE 24 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

ARTICLE 25 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le conseil doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés 15 jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

Les titulaires d'actions de préférence pourront également obtenir, à tout moment, communication de situations comptables et d'états de trésorerie trimestriels, de budgets prévisionnels, plans d'investissement, rapports d'activité, concernant la Société et ses filiales.

ARTICLE 26 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

ARTICLE 27 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le conseil dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le conseil établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 28 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

ARTICLE 29 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le conseil.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du conseil des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code de commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la Société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Le dividende versé aux titulaires d'actions de préférence peut être payé en titres de capital.

Cette option porte sur la totalité du dividende unitaire.

Le prix d'émission de l'action sera fixé à dire d'expert désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce, conformément aux dispositions de l'article L. 232-19 du Code de commerce.

Si le montant du dividende ne correspond pas à un nombre entier d'actions, les associés pourront, soit recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en espèces à la date d'exercice de l'option, soit recevoir le nombre d'actions immédiatement supérieur, en versant la différence en numéraire.

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle déterminera les modalités d'exercice de l'option du paiement du dividende en actions, et pourra notamment décider que les titulaires d'actions de préférence recevront en paiement de leur dividende de nouvelles actions de préférence, conformément aux dispositions de l'article L. 232-18 alinéa 2 du Code de commerce.

ARTICLE 30 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 31 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 32 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Le boni éventuel de liquidation sera affecté en priorité au remboursement du nominal des actions de préférence avant remboursement du nominal des actions ordinaires et partage du solde entre tous les associés, au prorata de leur participation au capital social.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 33 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage et ou jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de sorte que le collège arbitral soit constitué en nombre impair. A défaut d'accord, le Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre, procèdera à cette désignation par voie d'ordonnance.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Un nouvel arbitre sera désigné par ordonnance, non susceptible de recours du Président du Tribunal de commerce, saisi comme il est dit ci-dessus.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie d'appel.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en premier ressort, les parties convenant expressément de ne pas renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Yann RAOULT
Président

